

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2007 — 1449

[C — 2007/35489]

16 MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement flamand fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 45, 1^o, du décret du 27 mars 1991 relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 27 mars 1991 relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé, notamment les articles 45, 1^o, et 47;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1962 réglementant les combats et exhibitions de boxe, ainsi que la pratique du sport de la boxe, modifié par l'arrêté royal du 11 mai 1965 et par les arrêtes du Gouvernement flamand des 7 novembre 1984 et 16 octobre 1991;

Vu l'arrêté royal du 17 novembre 1972 fixant les indemnités allouées aux médecins effectuant les examens de tutelle et de contrôle de boxeurs, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 novembre 2001;

Vu l'avis du Conseil flamand des Sports, donné le 9 novembre 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 novembre 2006;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du Budget, donné le 12 décembre 2006;

Vu l'avis n^o 42.192/3 du Conseil d'Etat, donné le 20 février 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Affaires bruxelloises;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 45, 1^o, du décret du 27 mars 1991 relatif à la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 2. Les règlements suivants sont abrogés :

1^o l'arrêté royal du 5 juillet 1962 réglementant les combats et exhibitions de boxe, ainsi que la pratique du sport de la boxe, modifié par l'arrêté royal du 11 mai 1965 et par les arrêtes du Gouvernement flamand des 7 novembre 1984 et 16 octobre 1991;

2^o l'arrêté royal du 17 novembre 1972 fixant les indemnités allouées aux médecins effectuant les examens de tutelle et de contrôle de boxeurs, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 novembre 2001.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 mars 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

Y. LETERME

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Affaires bruxelloises,

B. ANCIAUX

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 1450

[2007/200848]

19 JANVIER 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant suppression de toute disposition obligeant la production de copies certifiées conformes de documents

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 20;

Vu la loi du 29 mai 1959;

Vu la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long;

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

Vu le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école;

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement;

Vu le décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption;

Vu le décret du 5 mai 2006 portant suppression de l'obligation de produire des copies certifiées conformes de documents, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1960 portant application des articles 24 et 37 de la loi du 29 mai 1959;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1973 relatif au contrôle de l'emploi des subventions de fonctionnement et d'équipement accordées en vertu des articles 32 et 34 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

Vu l'arrêté ministériel du 12 avril 1969 fixant les règles selon lesquelles est prouvée l'expérience utile prévue à l'article 3 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française pour conférer le diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie-traitement de texte dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur de type court;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer le diplôme de professeur d'éducation musicale dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur pédagogique de type court;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996 fixant l'organisation de l'année académique et les conditions de refus d'une inscription et portant règlement général des examens dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 novembre 1996 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat ingénieur industriel et d'ingénieur industriel;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat(e) en sciences commerciales, de licencié(e) en sciences commerciales et financières, de licencié(e) en sciences commerciales et consulaires, de licencié(e) en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en architecture et d'architecte;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 janvier 1999 relatif aux agents des Services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de conseiller ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en exécution du Titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 février 2000 déterminant, en matière de programmes d'études, les modalités de la délégation de compétence des pouvoirs organisateurs aux organes de représentation et de coordination auxquels ils adhèrent;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2002 relatif aux subventions octroyées aux services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, et aux services de promotion de la santé dans l'enseignement supérieur, en application du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 mai 2004 relatif à la procédure d'examen des demandes d'habilitation à enseigner en langue d'immersion;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 2005 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption;

Vu l'avis n° 41/737/2 du Conseil d'Etat donné le 18 décembre 2006 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 19 janvier 2007,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans la note (3) de l'annexe de l'arrêté royal du 26 mars 1960 portant application des articles 24 et 37 de la loi du 29 mai 1959, les mots « copie certifiée conforme » sont remplacés par le mot « copie ».

Art. 2. Dans la note (6) de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 12 avril 1969 fixant les règles selon lesquelles est prouvée l'expérience utile prévue à l'article 3 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les mots « copie conforme » sont remplacés par le mot « copie ».

Art. 3. Dans l'article 9 de l'arrêté royal du 2 août 1973 relatif au contrôle de l'emploi des subventions de fonctionnement et d'équipement accordées en vertu des articles 32 et 34 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les mots « copie certifiée conforme » sont remplacés par le mot « copie ».

Art. 4. Dans l'article 17, 3^o, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française pour conférer le diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie-traitement de texte dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur de type court, les mots « copie certifiée conforme » sont remplacés par le mot « copie ».

Art. 5. Dans l'article 18, 4°, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer le diplôme de professeur d'éducation musicale dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur pédagogique de type court, les occurrences des mots « copie certifiée conforme » sont remplacées par le mot « copie ».

Art. 6. Dans l'article 24, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996 fixant l'organisation de l'année académique et les conditions de refus d'une inscription et portant règlement général des examens dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les mots « copie certifiée conforme » sont remplacés par le mot « copie ».

Art. 7. Dans l'article 18, 6°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 novembre 1996 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat ingénieur industriel et d'ingénieur industriel, les occurrences des mots « copie certifiée conforme » sont remplacées par le mot « copie ».

Art. 8. Dans l'article 18, 6°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat(e) en sciences commerciales, de licencié(e) en sciences commerciales et financières, de licencié(e) en sciences commerciales et consulaires, de licencié(e) en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial, les occurrences du mot « copie certifiée conforme à l'original » sont remplacées par le mot « copie ».

Art. 9. Dans l'article 17, 7°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en architecture et d'architecte, les occurrences du mot « copie certifiée conforme à l'original » sont remplacées par le mot « copie ».

Art. 10. Dans l'article 18, 6°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 février 1997 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat(e) en sciences commerciales, de licencié(e) en sciences commerciales et financières, de licencié(e) en sciences commerciales et consulaires, de licencié(e) en sciences commerciales et administratives, d'ingénieur commercial, les mots « copie certifiée conforme à l'original » sont remplacés par le mot « copie ».

Art. 11. Dans l'article 52, § 1^{er}, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française, les mots « certifier conforme » sont remplacés par le mot « délivrer ».

Art. 12. Dans l'article 2bis, 17°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 janvier 1999 relatif aux agents des Services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de conseiller ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en exécution du Titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, les mots « certifiée conforme par l'administration de la justice » sont supprimés.

Art. 13. Dans l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 février 2000 déterminant, en matière de programmes d'études, les modalités de la délégation de compétence des pouvoirs organisateurs aux organes de représentation et de coordination auxquels ils adhèrent, les mots « copie certifiée conforme » sont remplacés par le mot « copie ».

Art. 14. Dans l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2002 relatif aux subventions octroyées aux services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, et aux services de promotion de la santé dans l'enseignement supérieur, en application du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, les mots « copie certifiée conforme » sont remplacés par le mot « copie ».

Art. 15. Dans l'article 4, alinéa 2, 1°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 mai 2004 relatif à la procédure d'examen des demandes d'habilitation à enseigner en langue d'immersion, les mots « copie certifiée conforme » sont remplacés par le mot « copie ».

Art. 16. Dans l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 2005 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française, les mots « copie conforme » sont remplacés par le mot « copie ».

Art. 17. Dans l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption, les mots « copie certifiée conforme » sont remplacés par le mot « copie ».

Bruxelles, le 19 janvier 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
C. EERDEKENS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 1450

[2007/200848]

19 JANUARI 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot afschaffing van elke bepaling houdende de verplichting tot het overleggen van eensluitende afschriften van documenten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

Gelet op de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch onderwijs van het lange type;

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school;

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het onderricht in een taal via onderdompeling en verschillende maatregelen inzake onderwijs;

Gelet op het decreet van 31 maart 2004 betreffende de adoptie;

Gelet op het decreet van 5 mei 2006 tot afschaffing van de verplichting tot het overleggen van eensluitende afschriften van documenten, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1960 houdende toepassing van de artikelen 24 en 37 der wet van 29 mei 1959;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1973 betreffende de controle over het gebruik van de werkings- en uitrustingsstoelagen, toegekend krachtens de artikelen 32 en 34 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 april 1969 houdende de regelen tot staving van de nuttige ervaring bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van leraar in de stenografie en dactylografie-tekstverwerking in de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs van het korte type;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van leraar muzikale opvoeding in de inrichtingen voor secundair onderwijs en in de inrichtingen en in de pedagogische categorie van het niet-verplicht hoger onderwijs van het korte type;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1996 tot vaststelling van de inrichting van het academiejaar en van de voorwaarden tot weigering van een inschrijving en houdende algemene regeling van de examens in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 november 1996 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap om de graden van kandidaat-industrieel ingenieur en industrieel ingenieur toe te kennen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de handelswetenschappen, van licentiaat in de handels- en financiële wetenschappen, van licentiaat in de handels- en consulaire wetenschappen, van licentiaat in de handels- en bestuurswetenschappen, van handelsingenieur;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de architectuur en architect;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 januari 1999 betreffende de ambtenaren van de Diensten van de Regering belast met de uitoefening van de bevoegdheden van adviseur of directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd ter uitvoering van Titel V van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 februari 2000 houdende bepaling, inzake studieprogramma's, van de nadere regels voor de bevoegdheidsdelegatie van de inrichtende machten aan de vertegenwoordigings- en coördinatie-organen waar zij bij aansluiten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 2002 betreffende de toelagen toegekend aan de diensten voor de gezondheidspromotie op school, in toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school en de diensten voor gezondheidspromotie in het hoger onderwijs, in toepassing van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteiten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 mei 2004 betreffende de procedure voor het onderzoek van de aanvragen om toelating tot het onderwijzen in de taal van onderdompeling;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 2005 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 oktober 2005 betreffende de adoptie;

Gelet op het advies nr. 41/737/2 van de Raad van State, gegeven op 18 december 2006 bij toepassing van artikel 84, 1ste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 19 januari 2007,

Besluit :

Artikel 1. In punt (3) van de bijlage van het koninklijk besluit van 26 maart 1960 houdende toepassing van de artikelen 24 en 37 der wet van 29 mei 1959, worden de woorden « eensluitend afschrift » vervangen door het woord « afschrift ».

Art. 2. In punt (6) van bijlage 3 van het ministerieel besluit van 12 april 1969 houdende de regelen tot staving van de nuttige ervaring bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden « eensluitend afschrift » vervangen door het woord « afschrift ».

Art. 3. In artikel 9 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1973 betreffende de controle over het gebruik van de werkings- en uitrustingsstoelagen, toegekend krachtens de artikelen 32 en 34 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de woorden « eensluitend afschrift » vervangen door het woord « afschrift ».

Art. 4. In artikel 17, 3^o, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van leraar in de stenografie en dactylografie-tekstverwerking in de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs van het korte type, worden de woorden « voor echt verklaard afschrift » vervangen door het woord « afschrift ».

Art. 5. In artikel 18, 4^o, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van leraar muzikale opvoeding in de inrichtingen voor secundair onderwijs en in de inrichtingen en in de pedagogische categorie van het niet-verplicht hoger onderwijs van het korte type, worden de woorden « eensluitend verklaard afschrift » vervangen door het woord « afschrift ».

Art. 6. In artikel 24, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juli 1996 tot vaststelling van de inrichting van het academiejaar en van de voorwaarden tot weigering van een inschrijving en houdende algemene regeling van de examens in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, worden de woorden « eensluitend verklaard afschrift » vervangen door het woord « afschrift ».

Art. 7. In artikel 18, 6^o, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 november 1996 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap om de graden van kandidaat-industrieel ingenieur en industrieel ingenieur toe te kennen, worden de woorden « eensluitend verklaard afschrift » vervangen door het woord « afschrift ».

Art. 8. In artikel 18, 6^o, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de handelswetenschappen, van licentiaat in de handels- en financiële wetenschappen, van licentiaat in de handels- en consulaire wetenschappen, van licentiaat in de handels- en bestuurswetenschappen, van handelsingenieur, worden de woorden « met het origineel voor eensluitend verklaard afschrift » vervangen door het woord « afschrift ».

Art. 9. In artikel 17, 7^o, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de architectuur en architect, worden de woorden « met het origineel voor eensluitend verklaard afschrift » vervangen door het woord « afschrift ».

Art. 10. In artikel 18, 6^o, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1997 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de handelswetenschappen, van licentiaat in de handels- en financiële wetenschappen, van licentiaat in de handels- en consulaire wetenschappen, van licentiaat in de handels- en bestuurswetenschappen, van handelsingenieur, worden de woorden « met het origineel voor eensluitend verklaard afschrift » vervangen door het woord « afschrift ».

Art. 11. In artikel 52, § 1, 2^o, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, worden de woorden « waarmerking » vervangen door het woord « uitreiking ».

Art. 12. In artikel 2bis, 17^o, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 januari 1999 betreffende de ambtenaren van de Diensten van de Regering belast met de uitoefening van de bevoegdheden van adviseur of directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd ter uitvoering van Titel V van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de hulpverlening aan de jeugd, worden de woorden « dat eensluitend verklaard is door het gerechtelijk bestuur » geschrapt.

Art. 13. In artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 februari 2000 houdende bepaling, inzake studieprogramma's, van de nadere regels voor de bevoegdheidsdelegatie van de inrichtende machten aan de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen waar zij bij aansluiten, worden de woorden « eensluitend verklaard afschrift » vervangen door het woord « afschrift ».

Art. 14. In artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 2002 betreffende de toelagen toegekend aan de diensten voor de gezondheidspromotie op school, in toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school en de diensten voor gezondheidspromotie in het hoger onderwijs, in toepassing van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteiten, worden de woorden « eensluitend verklaard afschrift » vervangen door het woord « afschrift ».

Art. 15. In artikel 4, 2e lid, 1^o, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 mei 2004 betreffende de procedure voor het onderzoek van de aanvragen om toelating tot het onderwijzen in de taal van onderdempeling, worden de woorden « eensluitend verklaard afschrift » vervangen door het woord « afschrift ».

Art. 16. In artikel 30 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 2005 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden de woorden « eensluitend afschrift » vervangen door het woord « afschrift ».

Art. 17. In artikel 4, § 1, 2e lid, 3^o, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 oktober 2005 betreffende de adoptie, worden de woorden « eensluitend verklaard afschrift » vervangen door het woord « afschrift ».

Brussel, 19 januari 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 1451

[2007/200905]

25 JANVIER 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française octroyant une subvention à la Fédération des Etablissements libres subventionnés indépendants (FELSI) pour assurer la mise en œuvre de discriminations positives dans l'enseignement de promotion sociale. — Année 2007

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 15 décembre 2006 contenant le budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2007;

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 janvier 2007 approuvant la liste des projets d'actions à discriminations positives pour l'année 2007 pour l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale du 26 octobre 2006;

Vu les avis de l'Inspection des Finances du 8 janvier 2007 et du 18 janvier 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 25 janvier 2007;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire et de l'Enseignement de promotion sociale;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 25 janvier 2007,

Arrête :

Article 1^{er}. Un subside de € 176.755 (cent septante-six mille sept cent cinquante-cinq euros) à imputer à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 01.01, programme d'activité 70, division organique 56 du budget de la Communauté française, année budgétaire 2007, est alloué à la Fédération des Etablissements libres subventionnés indépendants.

Art. 2. Le subside visé à l'article 1^{er} est destiné à couvrir la réalisation du projet portant référence 07/LN/01 à 07/LN/14, visés à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 janvier 2007 approuvant la liste des projets d'actions à discriminations positives, conformément à l'article 58 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

Art. 3. Les dépenses résultant de l'application de l'article 55, 1^o, du décret du 30 juin 1998 précité sont prises en charge directement par l'allocation de base visée à l'article 1^{er}.

La part du subside visé à l'article 1^{er}, correspondant aux dépenses résultant de l'application de l'article 55, 2^o, du décret du 30 juin 1998 précité, sera liquidée, en une seule tranche, au cours du premier trimestre 2007, à la Fédération des Etablissements libres subventionnés indépendants (FELSI), numéro de compte 210-0560021-92.